CONVENTION PORTANT CREATION DE L'ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE GAMBIE

PREAMBULE

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de :

La République de Gambie
La République de Guinée
La République de Guinée-Bissau
La République du Sénégal

VU la Charte des Nations Unies du 26 Juin 1945,

VU la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine du 25 Mai 1963,

VU la Convention Internationale relative au Statut du Fleuve Gambie, notamment son article II,

DESIREUX de promouvoir et d'intensifier leur coopération et leurs échanges économiques et à poursuivre en commun leurs efforts de développement économique par la mise en valeur des ressources du Fleuve Gambie.

RESOLUS à entretenir et à renforcer entre leurs Etats les conditions favorables à la réalisation de ces objectifs.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

II - BUT DE L'ORGANISATION

Article premier

Il est créé une Organisation commune de coopération pour le développement des ressources du Fleuve Gambie et d'autres bassins voisins dénommée "Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie" (OMVG) dont le siège est fixé à Dakar (République du Sénégal). Il peut être transféré en tout lieu par décision des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Cette Organisation est chargée :

- 1) de l'application de la Convention relative au Statut du Fleuve Gambie ;
- 2) de la promotion et de la coordination des études et des travaux de mise en valeur des ressources des bassins des fleuves Gambie, Kayanga/Géba et Koliba/Corubal sur les territoires nationaux des Etats membres de l'Organisation ;
- 3) de toute mission technique et économique que les Etats membres voudront ensemble lui confier.

Pour la réalisation de cette mission, l'Organisation peut recevoir des dons, souscrire à des

emprunts et faire appel à l'assistance technique après accord du Conseil des Ministres.

Article 2

Cette Organisation ne fait pas obstacle à la création, à l'existence et au fonctionnement d'Organismes nationaux ou d'institutions régionales embrassant des domaines de coopération différents ou plus vastes.

III - LES ORGANES PERMANENTS

Article 3

Les organes permanents de l'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Gambie sont :

- 1) La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- 2) Le Conseil des Ministres,
- 3) Le Haut Commissariat,
- 4) La Commission permanente des eaux,
- 5) Le Comité consultatif.

Il peut être créé tout autre organe jugé nécessaire à la réalisation du programme de l'Organisation.

IV - CONFERENCE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT

Article 4

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation est l'instance suprême de l'Organisation. Elle définit la politique de coopération et de développement de l'Organisation. Elle prend les décisions concernant la politique économique générale de l'Organisation et toute décision au niveau de son ressort.

Article 5

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation se réunit en session ordinaire une fois par an. Elle peut se réunir en session extraordinaire à l'initiative de son Président ou à la demande d'un État membre.

Elle prend ses décisions à l'unanimité de ses membres.

Article 6

Les décisions adoptées par la conférence s'imposent à tous les Etats membres, qui s'engagent à en assurer l'application.

Article 7

La présidence de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement est assurée à tour de rôle et pour une durée de deux ans par chacun des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

V - LE CONSEIL DES MINISTRES

Article 8

Le Conseil des Ministres est composé à raison d'un par État membre. Ces ministres peuvent être accompagnés de membres de leur Gouvernement.

- 1) Le Conseil des Ministres élabore la politique générale d'aménagement du bassin du fleuve Gambie, de mise en valeur de ces ressources, de coopération entre les Etats membres ainsi que le contrôle de l'Organisation.
- 2) Le Conseil des Ministres peut créer tout autre organe jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de l'Organisation.
- 3) Le Conseil des Ministres définit les opérations prioritaires d'aménagement du fleuve et le développement de ses ressources.
- 4) Les programmes d'aménagement intéressant un ou plusieurs Etats membres doivent être approuvés par le Conseil des Ministres avant tout début d'exécution.
- 5) Le Conseil des Ministres définit le programme de travail de l'Organisation dont il approuve les budgets. Il fixe les contributions des Etats membres au financement des budgets. Les décisions du Conseil des Ministres sont prises à l'unanimité et ont force obligatoire pour les Etats membres.
- 6) Le Conseil des Ministres approuve le règlement intérieur du Haut Commissariat.

Article 9

La présidence du Conseil des Ministres de l'Organisation est assurée à tour de rôle et pour deux ans par chacun des Etats membres.

Article 10

Le Conseil des Ministres de l'Organisation se réunit en session ordinaire deux fois par an, sur convocation de son Président, en session extraordinaire à la demande de l'un des Etats membres.

Le Président du Conseil des Ministres est tenu de convoquer et de présider les sessions ordinaires et extraordinaires.

Les réunions se tiendront à tour de rôle dans chacun des Etats membres.

Obligation est faite à chaque État d'assister aux réunions du Conseil des Ministres.

Le Conseil des Ministres rend compte à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement par l'intermédiaire de son Président en exercice assisté du Haut Commissaire.

VI - LE HAUT COMMISSARIAT

Article 11

Entre deux sessions du Conseil des Ministres, le Haut Commissaire représente l'Organisation.

Il prend toute décision du niveau de son ressort, dans le respect des directives du Conseil des Ministres et dans la limite des pouvoirs qui lui sont délégués.

Article 12

Le Haut Commissariat de l'Organisation est dirigé par un Haut Commissaire nommé par la

Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur proposition du Conseil des Ministres pour une période de quatre (4) ans renouvelable. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

Le Haut Commissariat est l'organe d'exécution de l'Organisation. Il applique les décisions du Conseil des Ministres de l'Organisation et rend compte régulièrement de l'exécution de ses décisions et de toute initiative qu'il est appelé à prendre dans le cadre des directives données par le Conseil des Ministres.

L'Organigramme du Haut Commissariat sera fixé par le Conseil des Ministres sur proposition du Haut Commissaire.

Article 13

Le Haut Commissaire de l'Organisation est l'Ordonnateur des opérations financières de l'Organisation, notamment de son budget de fonctionnement, de ses budgets d'études et de travaux.

Article 14

Le Haut Commissaire est responsable devant le Conseil des Ministres auquel il rend compte de sa gestion et des activités du Haut Commissariat.

Article 15

Le Haut Commissaire peut être chargé par un ou plusieurs Etats membres de la recherche des financements pour les travaux relatifs à l'aménagement du fleuve Gambie.

Article 16

Le Haut Commissaire représente les Etats membres dans leurs relations avec les institutions d'aide internationale ou de coopération bilatérale en ce qui concerne le fleuve.

A ce titre, il est habilité à négocier et à traiter dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des Ministres au nom de tous les Etats membres de l'Organisation.

Le Haut commissaire est chargé de rassembler les données de base intéressant le Fleuve Gambie sur le territoire des Etats membres. Il soumet au Conseil des Ministres les programmes communs d'études et de travaux pour la mise en valeur coordonnée et l'exploitation rationnelle des ressources du Fleuve Gambie.

Le Haut Commissaire examine les projets élaborés par les Etats en vue de l'aménagement du Fleuve et les soumet avec avis motivé au Conseil des Ministres de l'Organisation.

Le Haut Commissaire peut être chargé par un ou plusieurs Etats membres de l'exécution d'études et de contrôle des travaux relatifs à l'aménagement du Fleuve.

Article 17

Le Haut commissaire est secondé d'un Secrétaire Général, de Directeurs et de Conseillers. Le Haut Commissaire peut, sous sa responsabilité, faire au Secrétaire Général et aux Directeurs la délégation de pouvoir qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement de l'Organisation.

Article 18

Le Secrétaire Général, les Directeurs et les Conseillers sont nommés par le Conseil des

Ministres sur proposition du Haut Commissaire : il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Le Secrétaire Général qui est le Supérieur Hiérarchique des Directeurs assume l'intérim du Haut Commissaire en cas d'absence ou d'empêchement.

En outre, le Secrétaire Général et les Directeurs assument les fonctions suivantes :

- 1) Information complète du Haut Commissaire sur l'état des services ;
- 2) Programmation, suivi et contrôle d'exécution des programmes et projets arrêtés dans le cadre de l'aménagement intégré du bassin du Fleuve Gambie que le Haut Commissaire leur soumet.

VII - LA COMMISSION PERMANENTE DES EAUX

Article 19

La Commission permanente des eaux est chargée de définir les principes et les modalités de la répartition des eaux du Fleuve Gambie entre les Etats et entre les secteurs d'utilisation de l'eau : industrie, agriculture, transport.

La Commission est composée par les représentants des Etats membres de l'Organisation.

Elle émet un avis consultatif à l'adresse du Conseil des Ministres.

Elle se réunit en tant que de besoin sur convocation du Haut Commissaire.

VIII - BUDGETS

Article 20

Le budget de fonctionnement, les budgets d'études et de travaux de l'Organisation sont alimentés par les Etats membres et par toutes autres ressources intérieures ou extérieures arrêtées par le Conseil des Ministres.

IX - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 21

Tout Etat riverain du Fleuve Gambie peut adhérer à la présente convention. A cet effet, il devra adresser une demande écrite à l'Etat dépositaire des instruments de ratification qui en saisira les autres Etats membres.

Toutefois, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation peuvent décider l'adhésion à l'Organisation d'un Etat voisin du bassin du Fleuve Gambie. A cet effet l'Etat concerné devra adresser une demande écrite à l'Etat dépositaire des instruments de ratification qui en saisira les autres Etats membres.

Article 22

La présente convention pourra être révisée à la demande de l'un des Etats membres. La demande de révision devra être adressée par écrit au Gouvernement dépositaire des instruments qui en saisira les autres Etats membres. La Conférence des Chefs d'Etat et de

Gouvernement aura la compétence de réviser et d'amender la présente Convention par des résolutions qui entreront en vigueur dès le jour de leur adoption. Ces résolutions seront déposées auprès du Gouvernement dépositaires des instruments, qui se chargera de leur enregistrement au Secrétariat Général des Nations Unies.

Article 23

A défaut d'entente entre les Etats, tout différend qui pourrait surgir entre les Etats membres relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera résolu par la conciliation ou la médiation. A défaut d'accord, les Etats membres devront saisir la commission de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation de l'Unité Africaine. En dernier recours, les Etats membres saisiront la Cour Internationale de Justice de la Haye.

Article 24

Tout État membre qui désire se retirer de l'Organisation en informe par écrit le Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui en fera immédiatement notification aux autres Etats membres.

La présente convention cesse de s'appliquer à cet État dans un délai de six (6) mois à partir de la date de notification sans préjudice des obligations résultantes d'engagements antérieurs.

Article 25

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement prononce la dissolution et arrête les modalités de dévolution des biens de l'Organisation.

Article 26

La présente convention sera ratifiée par les Etats membres, conformément à leurs formes constitutionnelles propres.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République de Gambie, qui en informe les Etats membres.

Article 27

La présente convention entrera en vigueur après dépôt des instruments de ratification par tous les Etats membres ayant signé la présente convention.

Article 28

La présente convention sera adressée pour enregistrement au Secrétariat Général des Nations Unies lors de son entrée en vigueur, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de la République de Gambie et de la République du Sénégal, signons la présente convention le 30 Juin 1978 à Kaolack, en six (6) exemplaires dans les langues française et anglaise, les deux faisant également foi.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DE GAMBIE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DU SENEGAL**

SIR DAWDA KAIRABA JAWARA

LEOPOLD SEDAR SENGHOR